

LETTRE OUVERTE

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Pour une stratégie de sortie de crise et de relance de l'économie

Excellence Monsieur le Président de la République,

Nous soussignés, groupements et syndicats professionnels du secteur privé formel à Madagascar, **forces vives de l'économie et responsables de plus de 500.000 emplois formels directs**, nous permettons de vous adresser la présente pour vous partager notre extrême inquiétude face à la situation économique actuelle. L'ensemble de nos groupements représente environ 60% du Produit Intérieur Brut (PIB) et couvre une multitude de filières : Agribusiness, Banques et Finances, Bâtiments et Travaux Publics, Concessions Automobiles, Import et Export, Industries, Mines et Pétrole, Pêche, Télécommunications et Numérique, Textile, Tourisme Hébergement et Restauration, Transports.

Le secteur privé est parfaitement conscient du caractère exceptionnel de cette crise sanitaire mondiale que nous vivons et des efforts continus du Gouvernement pour préserver la population. Cependant **L'ABSENCE DE VISIBILITE ET DE STRATEGIE CLAIRE DE SORTIE DE CRISE pénalisent dramatiquement l'ensemble de l'économie et pèsent sur les emplois**. Tous les secteurs économiques souffrent, quand certains sont à genoux, à travers tout le pays non seulement dans la capitale mais aussi dans les régions productives ou touristiques.

Un constat dramatique après 16 mois de crise qui perdure

Malgré les efforts entrepris par les entreprises et en l'absence de subventions comme celles octroyées dans d'autres pays, les activités et les revenus du secteur privé ont baissé de 44% en moyenne par rapport à l'année 2019, allant jusqu'à 90% dans l'industrie du voyage. Nombreux sont les employeurs qui n'ont eu d'autre choix que de procéder à des licenciements économiques ou des mises en chômage technique. Selon la Banque Mondiale, ce sont près de 1,4 million de personnes qui ont basculé dans l'extrême pauvreté en 2020 en raison des pertes d'emplois dans les secteurs clés de l'industrie et des services. Consécutivement, **toutes nos entreprises sont témoins de la baisse drastique de la consommation dans leur secteur respectif**, avec une réelle diminution du pouvoir d'achat. Mais au-delà des ménages, le contexte de crise sanitaire a également freiné les investissements privés de toutes tailles, faute de visibilité économique.

La fermeture des frontières de notre pays depuis presque un an et demi impacte l'ensemble des échanges économiques que nous avons mis plus d'une décennie à consolider. Les plus touchés sont les exports et l'industrie du voyage, laquelle ne concerne pas seulement les établissements touristiques mais également tout le secteur des transports, les filières d'approvisionnement et les services associés. Le secteur du tourisme à lui seul enregistre un manque à gagner de plus de 800 millions d'Euros sur 12 mois tandis qu'en moyenne les activités n'y tournent qu'entre 10 et 20% de leur capacité. Madagascar est l'un des pays ayant enregistré la plus grande baisse de voyageurs internationaux (-93%), fragilisant directement 300'000 emplois et autant de ménages vivant du tourisme et des transports. Cette fermeture prolongée et drastique des frontières pose également la question du droit fondamental des personnes Malagasy à pouvoir rejoindre leur pays, leur famille et leur entreprise.

Parallèlement aux baisses de revenus, les charges obligatoires des entreprises à date s'alourdissent entre le cumul des impôts et taxes, des remboursements de crédit contractés pour faire face à la crise, des charges sociales et des dettes de fournisseurs. **La trésorerie de nos entreprises n'est malheureusement pas infinie**, et nombreuses sont celles en défaut de paiement entraînant un lourd impact financier sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Même les fonds qui nous permettraient d'assurer un redémarrage de nos activités restent aujourd'hui un point d'interrogation. A titre d'exemple, nous attirons l'attention sur le fait que les entreprises du BTP attendent toujours la régularisation des impayés de l'Etat qui s'élèvent à 60 Milliards d'Ariary.

Par ailleurs, une enquête réalisée en avril 2021 auprès du secteur privé a montré que près de **80% des entreprises ont constaté une détérioration du climat des affaires au cours des deux dernières années 2019-2020**, d'une part, et que moins de 50% des entreprises sont optimistes pour 2021 et que plus de 60% d'entre elles n'envisagent pas ou plus d'investir au cours de cette année, d'autre part, en raison du contexte socio-économique. Enfin, l'absence de plan de sauvegarde pour l'emploi et l'extinction des compétences dans des secteurs comme le tourisme-hôtellerie avec du personnel forcé à se reconverter, ne permettront pas un redressement rapide de cette dramatique situation.

C'est parce que l'heure économique est grave, que nous nous adressons à vous, Excellence Monsieur le Président.

Pour un dialogue constructif entre l'Etat et le secteur privé

Dans son allocution du 24 juillet 2021, le Premier Ministre a évoqué un plan national de vaccination contre la COVID-19 fixant comme objectifs 800'000 personnes vaccinées en 2022 et 4 millions de personnes à l'horizon 2023. Cela signifierait donc que **d'ici l'an prochain, 97% de la population ne serait toujours pas vaccinée et donc vulnérable à la pandémie !** Madagascar sera classé comme un pays à risque pour tous éventuels investisseurs et voyageurs. Comment imaginer un retour prochain à la normale des affaires sociales et économiques dans un tel contexte ? Le secteur privé est extrêmement inquiet du retard cumulé par Madagascar, déjà fragile avant cette crise sanitaire.

C'est pourquoi nous plaçons pour la **mise en place effective d'une STRATEGIE DE SORTIE DE CRISE** à l'instar de ce que la plupart des pays ont mis en place à travers le monde, et sollicitons un Dialogue Public-Privé avec vous-même le plutôt possible pour s'assurer ensemble que ladite stratégie s'accorde avec les réalités économiques et sociales du pays. Notre économie a besoin de visibilité et d'un calendrier pour que les entreprises et les employeurs puissent se projeter et reprendre leurs activités et leurs investissements, gages d'un développement durable.

Cette stratégie, proactive et non réactive, devrait comprendre **des jalons clairs dont une projection ambitieuse de vaccination, un calendrier courageux de réouverture des frontières, un engagement ferme de paiement des arriérés des entreprises, ainsi que des mesures réelles et concrètes de soutien au secteur privé**. Nous savons que nombreux sont les Partenaires Techniques et Financiers prêts à soutenir ces mesures si elles sont prises. Gouverner c'est prévoir, dit-on, et c'est dans ce sens que nous réitérons notre volonté à collaborer avec la sphère décisionnelle de l'Etat pour vaincre ensemble cette pandémie et relancer notre économie.

